

POLE AMENAGEMENT DURABLE
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES
Ref : XXX

Arrêté réglementant la circulation des véhicules sur la RD 927, hors agglomération, sur le territoire de la commune de Bazoches-les-Gallerandes aux PR et dans les deux sens de circulation suivants :

du PR15+620 au PR16+1415

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L3221-4-1 tel que modifié par l'article 36 de la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM),

Vu le code de la route et notamment son article R413-2,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'instruction interministérielle en vigueur sur la signalisation routière, notamment son article 63 en 4^{ème} partie dédiée à la limitation de vitesse,

Vu le vœu émis par le Conseil départemental du Loiret lors de la session du 16 juin 2022 sur le projet de relèvement de la vitesse maximale autorisée de 80 à 90 km/h de plusieurs routes départementales,

Vu l'avis de la Préfète du Loiret et de la Région Val de Loire du 20 décembre 2022,

Vu l'avis favorable de la Commission Départementale de la Sécurité Routière (CDSR) du 1^{er} décembre 2022,

Vu l'étude d'accidentalité portant sur le territoire du Département et notamment sur cette section de route,

Préambule :

Depuis le 1er juillet 2018, la vitesse maximale autorisée (VMA) a été réduite de 90 à 80 km/h sur les routes à double sens, sans séparateur central.

L'application généralisée et indifférenciée de cette mesure, qui ferait alors abstraction des réalités du terrain, suscite incompréhension et rejet de la part des usagers de la route.

Preuve en est, les mesures effectuées au cours du second semestre 2018 sur les routes départementales du Loiret traduisent une baisse moyenne de la vitesse pratiquée d'uniquement 5,6 km/h, laquelle tend en plus à s'estomper progressivement, démontrant ainsi une difficulté d'acceptation de l'abaissement de la VMA par la grande majorité des usagers de la route.

Le renforcement de la sécurité des automobilistes et la réduction du nombre d'accidents étant une volonté forte des élus départementaux, le Département du Loiret a décidé de saisir la possibilité offerte par la loi LOM de décembre 2019 de rétablir une VMA à 90 km/h sur les portions de routes départementales compatibles avec une telle dérogation afin de légitimer et de donner du sens à la limitation de vitesse à 80km/h conservée sur la majorité du réseau routier départemental. L'acceptation et la compréhension de la règle des 80 km/h par les automobilistes constituent la condition *sine qua non* de son respect et donc de son efficacité.

Partant de ce constat, le Département du Loiret, à la lumière des opérations d'investissement menées ces dernières années en vue de supprimer les principales zones accidentogènes, des conclusions des études de sécurité et d'accidentologie menées par ses services, des recommandations d'ordre général du comité national de la sécurité routière et de sa connaissance concrète de la configuration de son réseau routier, a identifié les tronçons de routes compatibles avec un retour aux 90 km/h (en l'occurrence 14% du réseau routier départemental) puis a présenté son projet devant la Commission départementale de la sécurité routière.

Concernant plus particulièrement la RD 927, il est apparu que celle-ci :

- Constitue un itinéraire du réseau routier départemental assurant des fonctions structurantes dont le relèvement de la vitesse est de nature à bénéficier à la vie économique et à la fluidité des déplacements et qu'il permet de légitimer la mesure à 80 km/h sur le reste du réseau secondaire départemental.

- Au vu de l'étude d'accidentalité, ne présente pas d'incompatibilité en termes de sécurité routière avec une vitesse maximale autorisée relevée à 90 km/h en dehors des agglomérations et secteurs traversés justifiant, le cas échéant, une adaptation localisée de limitations de vitesse. En effet, l'étude de ce tronçon révèle un taux d'accidents de 0 pour 100 millions de km parcourus pour 5 ans, inférieur à celui observé sur l'ensemble du réseau routier départemental égal à 3.

S'agissant plus spécifiquement des sections hors agglomération ci-dessous, sur le territoire de la commune de Bazoches-les-Gallerandes, ces tronçons sont apparus compatibles avec un relèvement de vitesse maximale de circulation à 90 km/h notamment compte tenu des éléments suivants :

- Les caractéristiques de la voie et notamment le dimensionnement de la chaussée permettent la circulation d'une file de véhicules (Art. R110-2 du Code de la Route) et le croisement des véhicules sans difficulté particulière,
- Toutes les intersections avec les autres routes sont sécurisées par des aménagements spécifiques conformes aux règles de conception routières (tourne-à-gauche, etc...),
- La présence de bandes dérasées de droite facilite les manœuvres d'évitement sur l'intégralité de la section,
- Au vu de la politique de suppression des obstacles latéraux engagée par le Département, les accotements non revêtus présentent une largeur satisfaisante pour permettre un relèvement de la vitesse maximale à 90 km/h
- La présence de bandes de rives permet de guider les usagers de jour comme de nuit,
- L'absence d'accidents graves recensés,

Dans les deux sens de circulation :

PR de début	PR de fin
15+620	16+1415

Dans ces conditions,

Le Président du Conseil Départemental du Loiret

Arrête

Article 1 :

La vitesse maximale autorisée sur la RD 927 sur le territoire de la commune de Bazoches-les-Gallerandes, est de 90 km/h dans les deux sens de circulation aux sections suivantes :

Dans les deux sens de circulation :

PR de début	PR de fin
15+620	16+1415

Article 2 :

Les dispositions définies à l'article 1 prendront effet à compter de la mise en place, aux frais du Département du Loiret, de la signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle susvisée.

Article 3 :

Tous les arrêtés relatifs à la limitation de vitesse pris antérieurement sur ces sections de la RD 927 sont abrogés

Article 4 :

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :

Monsieur le Directeur général des services départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet www.loiret.fr.

10 JAN. 2023

Fait à ORLEANS, le
Le Président du Conseil départemental,

Marc GAUDET

Vofes et délais de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant la date de sa publication, d'un recours gracieux adressé à Monsieur le Président du Conseil Départemental - Département du Loiret - 45945 ORLEANS, ou d'un recours contentieux formé auprès du Tribunal Administratif d'Orléans, par courrier à l'adresse suivante 28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1, ou via l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> .